

Les langues officielles et le fédéralisme



Le gouvernement canadien a la conviction que le Canada ne pourra pas maintenir son unité si le français et l'anglais ne sont pas acceptés et reconnus dans tout le pays comme langues officielles (1). Il rejette l'idée d'un Canada divisé en deux pays unilingues distincts ou en deux régions unilingues opposées à l'intérieur d'un même pays. Bien que différentes en apparence, ces deux solutions aboutissent en fait au même résultat: d'un côté, une province ou un Etat du Québec unilingue francophone, de l'autre le reste du Canada ou un Canada tronqué, unilingue anglophone. Le gouvernement écarte ces solutions avant tout parce qu'elles ne tiennent pas compte de l'existence des groupes minoritaires de langue officielle du Canada. Sur un total de 21,5 millions d'habitants, 1,7 million de Canadiens, soit 8 p. 100 de la population, vivent dans des provinces où, du point de vue des langues officielles, ils sont minoritaires (2). Dans chacune des provinces et dans les territoires, il y a un groupe minoritaire

de langue officielle. Ainsi vivent au Québec 789 185 Canadiens de langue maternelle anglaise, soit 13 p. 100 des habitants de la province. De même, 926 400 Canadiens de langue maternelle française vivent dans des provinces autres que le Québec.

Ceux qui préconisent la division ou la séparation du Canada en fonction de la langue voient, à n'en pas douter, dans l'absorption progressive des minorités la solution à nos difficultés d'ordre linguistique. Le gouvernement fédéral refuse cette division qui conduirait inexorablement le Canada, ou ses parties séparées, à l'uniformité linguistique et à la conformité culturelle. Accepter la division du Canada en fonction de critères linguistiques



1. *Canada d'aujourd'hui achève ici la présentation de l'exposé publié par le gouvernement canadien sous le titre Un choix national: les langues officielles du Canada. Le compte rendu de la première partie de ce document a fait l'objet du supplément au numéro de juillet 1978 de Canada d'aujourd'hui.*

2. Ces chiffres et ceux qui suivent sont tirés du recensement général de 1971. Pour ceux du recensement partiel de 1976, voir notre tableau page 7.